

"Le Danemark en route pour l'Europe" dans Die Welt (5 octobre 1972)

Légende: Le 5 octobre 1972, le quotidien allemand Die Welt se félicite de l'adhésion du Danemark au Marché commun européen et détaille les nouvelles perspectives qui s'ouvrent ainsi à l'économie danoise.

Source: Die Welt. Unabhängige Tageszeitung für Deutschland. Herausgeber Kremp, Herbert. 05.10.1972, Nr. 232. Hamburg: Die Welt. "Dänemarks Weg nach Europa", auteur:Schützsack, Axel , p. 11.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/le_danemark_en_route_pour_l_europe_dans_die_welt_5_octobre_1972-fr-04b2817f-7cfa-4521-9420-8d799bf1dc9c.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Le Danemark en route pour l'Europe

Par Axel SCHÜTZSACK, Copenhague

Au soir des élections, Jens Otto Krag ne fut pas le seul à parler d'un résultat historique: les représentants de l'économie danoise se sont sentis soulagés d'un grand poids. Le Danemark avait fait de l'adhésion à la Communauté économique européenne (CEE) un thème de prédilection et comptait bien que le «oui» l'emporte, mais le résultat du scrutin en Norvège avait quelque peu ébranlé cette confiance.

Le baromètre boursier était au beau fixe depuis quelque temps déjà. Depuis la conclusion des négociations d'adhésion, il y a environ dix mois, à Bruxelles, le marché boursier danois s'est emballé pour la CEE. Les cours ont grimpé de vingt-cinq pour cent en moyenne sans que le refus de la population norvégienne ne vienne véritablement influencer sur cette évolution.

Abstraction faite des répercussions plus ou moins positives que chaque branche économique attend de l'adhésion à la CEE, tout le monde s'entend sur un point: le Danemark ne peut plus assumer seul son industrialisation. Au cours des prochaines années, le Danemark devra réaliser des investissements importants et coûteux qui ne pourront être financés que par le marché international des capitaux. En cas de rejet de l'adhésion, la solvabilité de l'État, très lourdement endetté, aurait été sérieusement mise à mal.

L'issue du référendum profitera avant tout à l'agriculture danoise. En effet, il est clair que les ajustements structurels de l'économie agricole européenne toucheront également le Danemark. Après l'adhésion, cette branche de l'économie sera elle aussi confrontée à d'importants problèmes de réorganisation. Au cours des trois prochaines années, environ 40 000 des 140 000 exploitations agricoles que compte actuellement le Danemark fermeront leurs portes. Mais ce processus de réorganisation peut être considérablement assoupli si, après l'adhésion, le Danemark peut acheminer ses produits agricoles vers ses principaux pays d'exportation, la Grande-Bretagne et la République fédérale d'Allemagne, sans restrictions douanières. Selon le ministre danois de l'économie, Ivar Nørgaard, dans le cas d'un rejet de l'adhésion, pas moins de 100 000 entreprises agricoles auraient dû être fermées.

Ce rejet aurait en outre amené la Grande-Bretagne à faire jouer rapidement les clauses protectionnistes des traités européens s'appliquant à l'exportation de produits agricoles par des États non membres. La situation aurait alors été presque sans espoir en ce qui concerne l'exportation des produits agricoles danois en Grande-Bretagne, d'autant plus que l'agriculture des pays membres est tout à fait en mesure de couvrir la demande du marché britannique.

Les attentes et les appréhensions sont à peu près les mêmes dans les petites et moyennes entreprises de l'industrie danoise. D'un côté, on espère de meilleures possibilités de ventes pour la production intérieure. D'un autre côté, on redoute que les mouvements de concentration au sein de la CEE mettent hors course les petites et moyennes entreprises, à moins d'une offre particulière sur le marché européen – comme pour l'entreprise Lego à Billund, les manufactures de porcelaine mondialement connues, et le secteur textile au design danois qui exporte intensivement.

Mais il est vrai que, dans le cas d'un rejet de l'adhésion, la production industrielle aurait dû être limitée. Les experts parlaient de vingt-cinq pour cent du volume actuel. On craignait même la délocalisation de toute une série d'entreprises industrielles dans l'espace européen.

Aujourd'hui, on compte fermement sur la création au Danemark de nombreuses succursales d'entreprises suédoises et norvégiennes. Rien que dans le nord et l'ouest du Jutland, quelque cent entreprises suédoises ont déposé des demandes intéressantes. Quelques sociétés allemandes font également partie des intéressées. Dans le nord du Jutland, des entreprises norvégiennes ont adressé des demandes aux autorités danoises compétentes après l'issue négative du référendum norvégien sur l'adhésion. Sur l'île de Fionie, on se prépare à une invasion d'entreprises suédoises.

Le résultat du référendum danois a également été déterminant pour l'avenir de beaucoup d'emplois. Seule

une industrialisation à outrance pourrait maîtriser la fuite des emplois du secteur de l'agriculture. Les perspectives sont toutefois assez bonnes sur ce point.

Au cours des dernières années, l'économie danoise a su profiter des opportunités qui s'offraient à elle en Europe occidentale, comme en témoignent les nombreuses succursales dans le nord de l'Allemagne. Cette évolution va se poursuivre car la route vers l'Europe est désormais raccourcie pour les produits danois.